

Intervention Economie Europagora

Merci pour me donner l'occasion d'intervenir devant autant de jeune motivés unis dans la diversité, dans vos pays et vos groupes de pays, qui sont de véritables laboratoires au profit de l'UE. Bravo pour vos travaux d'apprentissage et de prise de conscience du fonctionnement et du développement de l'UE.

Vous êtes réunis pour parler d'affaires économiques et de contrôle budgétaire pour légiférer sur les investissements et la prospérité. Je vous rappellerai que **La commission des affaires économiques et monétaires** (ECON) est l'une des 22 commissions et sous-commissions du [Parlement européen](#), qui est responsable de la réglementation des services financiers, de la libre circulation des capitaux et des paiements, des politiques fiscales et de concurrence, de la surveillance de la BCE, bien qu'indépendante et du système financier international et qu'il existe une sous-commission dédiée aux affaires fiscales qui n'est par contre pas une compétence propre de l'UE

Je vais aborder dans un premier temps certaines généralités pour ensuite rentrer dans certaines réalités à charge et à décharge et certaines propositions sur lesquelles vous pourriez discuter

Vous le savez, sans argent, peu de choses peuvent se faire, que ce soit sur les compétences, exclusives, partagées ou propres à chaque état membre. Cette commission ECON conditionne finalement toutes les autres sur le budget commun de l'UE en relation avec le Conseil et la Commission.

Le budget est mince par rapport à la puissance de l'UE, soit la moitié de celui de la France, mais permet, chaque année en fonction du vote des institutions européennes, et nous devons le confirmer, des actions dans les domaines du Marché intérieur, de la cohésion, des ressources naturelles 60, des migrations, de la sécurité, de la politique de voisinage et bien entendu du fonctionnement. L'essentiel des dépenses européennes est consacré à la [Politique agricole commune](#) (PAC, à hauteur de [33 % du budget européen en 2022](#)), qui a été une des premières politique européennes pour redonner à manger aux européens après la guerre et à la [Politique de cohésion](#) (30 %), dont l'objectif est de réduire les inégalités régionales et sociales au sein de l'Union européenne. A elles seules, ces politiques représentent donc près de deux tiers du budget de l'UE. Viennent ensuite l'**action extérieure** (diplomatie, aide au développement, aide humanitaire,

soutien aux pays candidats... 8 %), la **recherche et l'innovation** (8 %) notamment sur l'Intelligence artificielle mais aussi économique, les **investissements stratégiques** (programme [InvestEU](#) ou [mécanisme pour l'interconnexion en Europe](#), 3 %) ou encore le programme de mobilité **Erasmus+** (2 %). La gestion des **migrations** et la **politique spatiale** de l'UE représentent chacune moins de 2 % du budget de l'UE, la **sécurité et la défense** communes moins de 1 % mais qui va mériter désormais davantage d'attention avec pourquoi pas un emprunt commun pour cette nouvelle évolution qui s'annonce, qui vise à créer une vraie autonomie européenne en la matière sur les capacités et non pas le fonctionnement car les financements existent déjà pour le fonctionnement de l'OTAN, et avec des pays qui vont sans doute largement dépasser les 2% de PIB dans leur défense propre, comme cela est déjà le cas sauf encore l'Autriche, l'Espagne, la Belgique, la Slovénie et l'Irlande.

Notez bien que dans l'ensemble, les Etats membres "récupèrent" 93 % des dépenses européennes avec des pays contributeurs nets ou bénéficiaires nets. Le reste (7 %) est consacré aux **dépenses de fonctionnement**, essentiellement les frais administratifs de la [Commission européenne](#), du [Parlement européen](#) et du Conseil de l'UE.

Mais au-delà des chiffres et des annonces politiques, ce budget doit surtout bien définir ses objectifs, prendre en compte les réalités, définir et analyser les options si possible mesurables, accessibles, réalistes, réalisables et déterminées dans le temps. Il doit être bien constitué, bien dépensé et surtout bien contrôlé, avec un parlement qui doit avoir son mot à dire dans les négociations avec la Commission européenne et les Etats membres, et dans les votes, et non pas simplement approuver ou non les initiatives de la Commission européenne qui ouvre parfois les dossiers à la dernière minute, en prenant en compte notamment les situations, capacités et réalités de chaque Etat membre.

Les institutions sont présentes pour apporter une valeur ajoutée à celui des Etats. Et plus ils s'enrichissent et échangent, plus le budget peut s'accroître par des contributions, des taxes et amendes avec un équilibre surveillé entre recettes et dépenses, ce que les Etats-membres doivent aussi respecter par leurs ratios de 3% de déficit et de 60% de dette structurelle, hors circonstances particulières, comme potentiellement les efforts de défense toujours en discussions avec possibles pénalités, dont sans doute pour la France qui dépasse largement ces chiffres comme d'autres pays.

Comme vous le savez également la dite Commission européenne est habilitée à emprunter sur les marchés internationaux pour financer par exemple [NextGenerationEU](#), son plan de relance post-COVID, dont les obligations émises seront remboursées sur une longue période, jusqu'en 2058, et son programme investEU pour la période 2021-2027 qui succède au fonds européen des investissements stratégiques pour soutenir notamment les PLE, les actions pour le climat et la neutralité carbone, **sous la forme de prêts et de garanties pour soutenir l'emploi, la croissance, la recherche, l'innovation, les infrastructures**.

Après avoir parlé de géopolitique, les nouvelles orientations de la commission européennes insistent sur une boussole stratégique de compétitivité sans forcément abandonner le pacte vert et pour parler désormais de pacte des océans et du pacte bleu. Il faut désormais aussi s'attacher à REPower EU visant à l'autonomie énergétique européenne et la facilitation des raccordements comme récemment avec les pays baltes sur au conflit ukrainien. Il faut savoir aussi prévoir peut-être des budgets communs pour les capacités de défense au-delà des budgets propres des Etats membres

Comme je l'évoquais, sans doute faudra-t-il prévoir de nouveaux types de financement comme les taxes sur les transactions financières, trouver les façons de mieux financer et garantir les dettes, pourquoi pas par titrisation dans des partenariats publics privés ?

Mais la meilleure action ne serait-elle pas aussi la solidarité entre pays dits frugaux dont l'Allemagne et plus dépensiers, entre ceux qui veulent dépenser pour le social et ceux qui veulent dépenser pour l'outils de production, mériter les aides sous conditions de meilleur pilotage

Le budget de l'UE n'est pas simplement un jeu de juste retour comptable et constitue un formidable effet de levier et d'entraînement entre Etats-Membres dans une approche globale. Les avantages de l'appartenance à l'UE concernent autant les quatre libertés de circulation des biens, des personnes, des capitaux, des services, des libertés de données pour celles et ceux qui se déplacent, comme vous, mais surtout pour les personnes en grande majorité qui ne bougent pas. Tous les États membres de l'UE tirent profit de leur appartenance au marché unique, qui leur permet de faire face ensemble aux défis liés à la migration et à la lutte contre le terrorisme et le changement climatique, et d'offrir à leurs citoyens de meilleures routes, des services publics modernisés et des

traitements médicaux de pointe, des tarifs de téléphone réduits, comme et une normalisation appréciable des produits.

Les différentes élections à travers l'Europe dévoilent souvent des cycles peu cohérents entre pays, soit dans des politiques d'austérité mais d'investissements industriels de création de richesse, soit de budget plus tournés vers le fonctionnement et les infrastructures avec leurs avantages et leurs risques liés. Les endettements sont parfois dus au cofinancement nécessaire des fonds structurels surtout si une crise traverse le pays à ce moment là mais là encore, les réalités sont bien différentes d'Est en Ouest et du Nord au Sud.

Par ailleurs, l'UE sait-elle aussi prendre conscience de certains chiffres la concernant et certaines décisions prises ? Pour mémoire, énumérons dans le désordre le vertige des chiffres au niveau européen jusqu'en 2021 à la fin de la période COVID.

Un fonds de 20 milliards d'euros créé par la BEI pour les PME sur fonds propres avec l'appui partiel du budget de l'UE, qui attribue(ra) quant à lui 29 Mds d'€ dont 8 issus des fonds de la politique de cohésion non utilisés et garantira également le Fonds européen d'investissement (FEI), qui fournira des liquidités à au moins 100 000 entreprises, dont PME. Par ailleurs, les Etats pourront puiser 28 Mds dans les nouveaux budgets de cohésion. Le Fonds de solidarité de l'UE devait pouvoir apporter un soutien aux États membres touchés par des crises sanitaires publiques.

La Commission européenne a adopté des règles temporaires en matière d'aides d'État afin que les gouvernements puissent injecter des liquidités dans l'économie et préserver l'emploi dans l'UE avec une flexibilité sur les règles budgétaires de déficit. La Banque Centrale Européenne devait compléter son premier programme de 120 Mds par un second à 750 pour l'achat de titres privés et publics pendant la crise. Un point important concernait le filtrage des investissements directs étrangers et les acquisitions de contrôle ou d'influence pour protéger les technologies et actifs européens critiques dans le contexte de la crise actuelle.

Les montants sont extravagants sans être non plus exhaustifs : Aux 750 milliards d'euros du plan de la BCE initié par le duo Merkel-Macron, l'une devant sécuriser et l'autre aller sur les marchés, plus 600 milliards ont été ajoutés, auquel il faut rajouter 200 milliards annoncés par la Banque Européenne d'Investissement (BEI), en plus de l'ex plan Jüncker, sans

oublier les quelques 2 800 milliards déjà engloutis par le Quantitative Easing de Monsieur Mario Draghi.

Si vous suivez encore, s'agissant de la recherche, la Commission a mobilisé jusqu'à 140 millions d'euros pour mettre au point des vaccins, de nouveaux traitements, des tests de dépistage et des systèmes médicaux. Dix-sept projets associant 136 équipes de recherche ont été sélectionnés pour bénéficier d'une enveloppe de 47,5 millions d'euros au titre du programme Horizon 2020 dont en matière de médicaments innovants à hauteur de 45 millions d'euros, qui doit être complété par l'industrie pharmaceutique. Un appel de l'Accélérateur du Conseil européen de l'innovation pour un montant de 164 millions d'euros a attiré un nombre important de jeunes entreprises et de PME. Un nouveau dispositif est désormais en route pour mieux franchir la « vallée de la mort » mais surtout avec une capacité d'investir en haut de bilan pour les projets « non bancable », qui a sans doute donné l'élan à de nombreuses autres idées.

Le 14 avril 2020, le Conseil a adopté deux modifications afin de fournir un soutien supplémentaire là où il est le plus nécessaire. En particulier, un montant de 3,1 milliards d'euros a été alloué à la lutte contre la pandémie de COVID-19 soit l'intégralité des fonds restant du budget de cette année et un soutien de 350 millions d'euros est alloué à la Grèce pour l'aider à faire face à l'augmentation de la pression migratoire. Le Conseil a également approuvé une proposition de la Commission visant à allouer au Portugal, à l'Espagne, à l'Italie et à l'Autriche une aide d'urgence pour catastrophe d'un montant de 279 millions d'€. La proposition s'accompagna du projet de budget rectificatif n° 4 pour l'exercice 2020. L'argent, acheminé via le Fonds de solidarité de l'UE, servit à réparer les dommages causés par les catastrophes naturelles majeures qui ont frappé ces quatre États membres en 2019.

Et cette liste établie n'est pas actualisée et pourrait être augmentée de Repower EU, Invest EU, le projet de fonds de souveraineté etc... Faut-il donc en vouloir à certaines décisions budgétaires dans cette UE unie dans la diversité qui certes doit aussi consolider un bloc commun. Où en est-on sur une agence européenne de notation sauf à nous faire apprécier par nos partenaires étasuniens, certes qui ont introduit le métier, comme certains anciens collègues me l'ont dit quand nous travaillions sur une dynamique d'audit « européenne ». Le lien avec les GAFAM peut être vite fait.

Le risque de bulle financière est réel et doit être maîtrisé tout en sachant qu'elles ne font plus forcément peur. Les cycles d'hier sont identiques mais raccourcis. Nous vivons en une semaine ce que nous vivions en un an auparavant et que le coût de l'argent peut-être à nouveau rapidement attractif, comme ne plus l'être. Les crypto monnaies consolident le monde virtuel, désormais aussi avec l'euro.

Dans la zone non euro, qui va peut-être durer éternellement alors qu'elle ne devrait plus exister si l'on considère les traités obligent à y passer, les taux d'inflation subissent eux aussi des cycles plus fluctuants car non protégés par l'euro, mais qui peuvent aussi revenir à la normale grâce notamment à la situation du plein emploi, mais désormais à la recherche de travailleurs.

Nous sommes loin des équilibres traditionnels avec des événements exceptionnels venus perturber le fonctionnement et le développement normal mais avec des décisions qui peuvent sanctionner des politiques jugées inopportunnes.

Il convient vite de traiter la face cachée de l'iceberg en évitant une trop grande généralisation avant que celui-ci ne se retourne et face mieux apparaître les réalités de cette Europe encore unie dans la diversité.

Une première solution est de créer des groupes de cohérence économique avec des objectifs et des indicateurs de traitement spécifiques, déterminés et suivis par la Commission et les Etats-membres, afin d'éviter de partager les contagions, leurs causes et conséquences tout en maintenant un objectif global.

La deuxième est de bien identifier et d'isoler la dette avec séparation des éléments acceptables et inacceptables en séparant le bon grain de l'ivraie et comptabilisant ce qui peut être classé comme dette saine à traiter ou douteuse à reclasseer.

La troisième sera ensuite de financer cette dette par des outils innovants de capital risque et développement publics privés avec un vrai fond privé européen et non des fonds fragmentés nationaux, ou avec la titrisation, par transmission d'actifs au secteur privé plutôt que les taxer, gérée de façon globale et solidaire avec un maximum d'acteurs concernés. Cette dynamique pourra être accompagnée notamment par la Banque Européenne d'investissement et ses outils performants mais aussi par sa nouvelle dynamique dans des domaines duaux instiguée par la douce violence de la Commission..

La quatrième serait d'assurer cette fois un réel pilotage et de trouver d'autres mesures que les sanctions financières, comme par exemple accorder des aides d'Etat européennes venant d'états membres ou en réduisant ou réorientant le montant des fonds de solidarité. Evitons certains investissements étrangers intéressés de haut de bilan comme proposés lors des crises financières avant Covid qui pourraient en profiter pour s'installer en cas de non remboursement.

La cinquième serait - enfin - de créer une notation de l'UE, par une agence indépendante mais au sine de l'UE, pour rassurer les Etats-membres et les marchés.

Voilà, vous avez le programme. Il vous reste à le maîtriser ensemble pour progresser sur le rêve européen mais aussi sur des actions concrètes.

Merci de votre attention et bons travaux. Je suis bien entendu disponible pour vos questions et autres suggestions.